

Tendre collectivement vers un impact plus positif

Le schéma directeur Développement durable & Responsabilité sociétale et environnementale (DD&RSE) 2025-2030 du BRGM structure et accélère la réduction de son empreinte environnementale et l'amélioration de son impact social. Les efforts engagés commencent déjà à porter leurs fruits, encourageant l'ensemble de l'établissement à poursuivre sur cette voie vertueuse.

PHILIPPE SABOURAULT
Responsable RSE

HERVÉ RIOLLAND
Responsable
du service Audit-
Risques-Qualité

La mise en œuvre du schéma directeur DD&RSE 2025-2030 démarre bien : le bilan 2024 des émissions de gaz à effet de serre du BRGM sur les scopes 1 à 3* révèle une baisse de -5,9 % par rapport à 2023 ou, rapporté à l'effectif de l'établissement, de -6,5 % par ETPT. Une amélioration qui s'explique notamment par la diminution conjuguée de la consommation de diesel par la flotte BRGM (-11 %), des volumes de marchandises transportées par avion (-29 %), du nombre de visiteurs sur le site d'Orléans (-19 %), des émissions liées à l'hébergement (-22 %), du nombre d'éléments en immobilisation, de l'allongement de la durée d'utilisation des ordinateurs (de 5 à 7 ans) et des achats effectués (-9 % au global), le principal impact carbone de l'établissement.

Document-cadre, le schéma DD&RSE 2025-2030 fixe les engagements du BRGM pour contribuer à la transition écologique ainsi qu'à une société équitable et repose sur deux piliers majeurs : le climat, la biodiversité et les ressources d'une

part, le progrès social d'autre part. « *Il embrasse la totalité des activités – recherche, appui aux politiques publiques, gestion de l'après-mine, activités support – et mobilise l'ensemble des collaborateurs* », souligne Philippe Sabourault.

Don de matériel

Ce projet global et fédérateur donne lieu chaque année à des actions concrètes, à commencer par celles jugées prioritaires par les salariés. Ainsi en 2025, le BRGM a signé avec Emmaüs Connect une convention pour le don de tout ou partie de son matériel informatique dont il n'a plus l'usage. Les PC portables, écrans d'ordinateur, smartphones et tablettes ainsi collectés seront reconditionnés au profit de personnes en situation de précarité sociale et numérique. Des écrans qui n'étaient plus utilisés ont en outre été donnés aux salariés qui le souhaitent, notamment pour améliorer leur confort de travail en distanciel.

Afin de promouvoir la pratique du vélo, de nouvelles places de stationnement abritées ont été aménagées. Un partenariat a par ailleurs été signé avec BlaBlaCar Daily afin de promouvoir et de favoriser le covoiturage entre salariés pour les trajets domicile-travail, grâce à une application mobile dédiée à ce mode de déplacement sur de courtes distances.

Concernant le bâti, une étude a été menée quant à la faisabilité, sur les toitures, de l'installation d'un système de production d'énergie renouvelable – à l'instar des panneaux photovoltaïques posés sur le bâtiment de l'unité territoriale Après-mine de l'Est – ou d'une végétalisation. Les résultats seront pris en compte dans le programme de rénovation immobilière en cours de mise en



En octobre 2025, des salariés ont été invités à réfléchir, notamment à travers la Fresque du numérique, à une évolution de leurs pratiques vers un numérique plus responsable. © BRGM



Le bâtiment de l'unité territoriale Après-mine de l'Est, situé à Freyming-Merlebach, a été équipé de panneaux photovoltaïques dans le but de réduire son empreinte carbone et d'optimiser son isolation. © BRGM

« La trajectoire est tracée : réduire l'empreinte carbone du BRGM de 5 % chaque année afin d'atteindre la neutralité en 2050 »

- 6,5%

DE BAISSÉ DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE PAR ETPT EN 2024 PAR RAPPORT À 2023 (DE 14,8 TONNES À 13,9 TONNES DE CO₂/ETPT)

œuvre. Des récupérateurs d'eau de pluie ont par ailleurs été installés sur le site d'Orléans afin de permettre sa réutilisation pour l'arrosage des espaces verts ou l'atelier de réparation de vélos.

Achats responsables

Au restaurant d'entreprise, les bouteilles d'eau en plastique ont été remplacées par de l'eau en brique carton et davantage de produits issus de l'agriculture biologique ont été introduits dans les menus. Enfin, pour renforcer la sensibilisation et l'implication des salariés, une formation à la RSE a été intégrée au catalogue interne et l'information sur ce sujet a été enrichie dans l'intranet. Un atelier sur le numérique responsable a également été organisé, grâce auquel les participants ont pu découvrir les impacts environnementaux du numérique et concevoir des solutions concrètes pour les limiter.

Les efforts se poursuivront en 2026, avec pas moins de 14 actions prioritaires, comme l'élaboration d'un schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables. « La trajectoire est tracée : réduire l'empreinte carbone du BRGM de 5 % chaque année afin d'atteindre la neutralité en 2050 », rappelle Philippe Sabourault. ●

Une prévention des risques renforcée

Levier de pilotage de l'établissement, le système de management de la qualité/de l'environnement (SMQ/E) contribue à soutenir la stratégie scientifique et technique du BRGM et à répondre aux objectifs de son contrat avec l'État. Dans ce cadre, la simplification des procédures s'est poursuivie en 2025, grâce notamment au CRM (Customer Relationship Management) qui facilite et renforce la traçabilité des différentes étapes décisionnelles du montage des offres. Le retour d'expérience a également été revu afin d'améliorer l'exploitation des points forts et des difficultés rencontrées dans le pilotage des projets.

La prise en compte des risques s'est accentuée en 2025 avec un appui personnalisé apporté aux chefs de projet pour conforter l'évolution engagée vers une gestion préventive des aléas. Par ailleurs, une cartographie intégrée a été mise en place pour les risques comptables, financiers et ceux liés aux processus transversaux. Des risques qui sont présentés chaque année en comité d'audit et qui font l'objet d'un contrôle interne.

* Scope 1 : émissions directes de gaz à effet de serre (GES) - Scope 2 : émissions indirectes associées à l'énergie, dues à l'importation d'électricité - Scope 3 : autres émissions indirectes de GES, à savoir transports de marchandises, trajets domicile-travail des employés, déplacements des clients et visiteurs, déplacements professionnels, achats de produits, immobilisations, élimination des déchets, utilisation d'autres services.

Ressources humaines

Accompagner les salariés au plus près de leurs besoins

Entre réorganisation interne et évolution des modes de vie, le BRGM veille à offrir à chacun de ses salariés la possibilité d'exercer ses fonctions dans les meilleures conditions, en tenant compte de ses contraintes personnelles. La clé d'une qualité de vie au travail appréciée.

MARIE BELOSSAT

Directrice des Ressources humaines

ANNE GAUTHIER

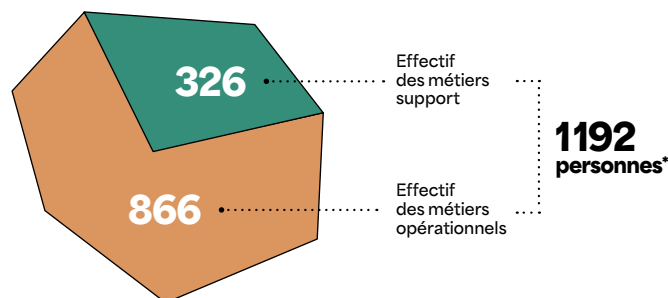
Directrice adjointe des Ressources humaines

Avec plus de 900 personnes ayant changé de direction lors de la réorganisation de l'établissement opérée fin 2024, le BRGM a souhaité aider les responsables d'unité opérationnelle à développer ou renforcer leurs compétences managériales. Cet accompagnement complet a pris la forme de séances collectives (management, communication...), d'ateliers thématiques (animer une réunion, mobiliser l'intelligence émotionnelle, l'art du feed-back...) et d'un coaching individuel à la demande, en fonction des besoins de chacun. « Grâce à ce parcours sur mesure, fondé sur les échanges entre pairs, le partage de bonnes pratiques et l'étude de cas concrets, les 28 participants ont pu identifier leurs forces et leurs axes de progrès pour répondre au mieux aux attentes de leurs équipes », détaille Anne Gauthier. Ces rendez-vous, qui se sont étalés sur plusieurs mois, ont permis en outre de créer une dynamique collective entre tous les managers.

Reconnaissance du « travailleur aidant »

Cette initiative devrait contribuer à améliorer encore la qualité de vie et des conditions de travail (QVCT) au BRGM. Dans le baromètre social réalisé en 2024, 77 % des salariés se disaient globalement satisfaits de travailler au BRGM. Deux accords signés en 2025 vont dans ce sens, en accordant des droits supplémentaires à ceux qui en ont besoin. L'un instaure notamment la reconnaissance de la situation de « travailleur aidant », qui ouvre droit à des mesures favorisant la conciliation des temps personnels et professionnels (aménagement des horaires, du télétravail, autorisation d'absences, don de jours...). Quant à l'accord sur la QVCT, il a évolué pour faciliter la vie des futurs et jeunes parents. Il permet désormais de soutenir les couples engagés dans une démarche de procréation médicalement assistée (PMA) en autorisant cinq absences au conjoint ou à la conjointe pour accompagner son ou sa partenaire. Les conditions du télétravail ont également été assouplies pour les jeunes parents.

Effectif du BRGM
au 31/12/2025



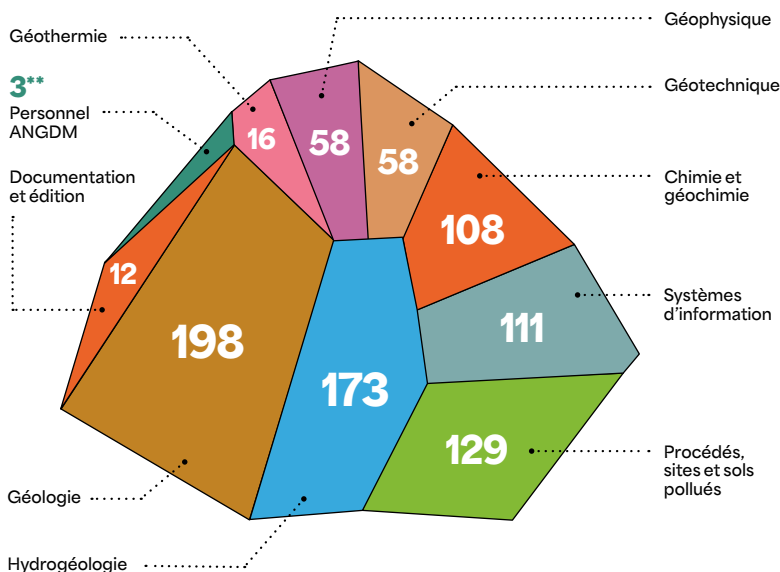
* Dont 28 post-doctorants, 45 thésards, 22 CDI de projet, 12 VSC-VIE et 63 contrats en alternance

Le BRGM « ambassadeur de l'inclusion »

Autre axe fort de sa politique RH, la mobilisation du BRGM pour la diversité et l'inclusion a permis à l'établissement de dépasser, pour la première fois en 2024, le seuil de 6 % de taux d'emploi des personnes en situation de handicap. « Ce résultat est le fruit d'une politique au long cours qui conjugue un accompagnement personnalisé et coordonné (médecin du travail, assistante sociale, managers), des partenariats solides (Agefiph, Cap Emploi...) et une sensibilisation continue », souligne Marie Belossat. Ainsi, en 2025, a été proposé un webinaire sur la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH) qui visait à inciter les salariés concernés à la solliciter, notamment ceux porteurs d'un handicap invisible. Reconnaissance de cette politique volontariste, le BRGM s'est vu décerner, en

Répartition de l'effectif par métiers

866
personnes*



** Effectif mis à la disposition du BRGM par l'Agence nationale pour la garantie des droits des mineurs (ANGDM) pour l'activité après-mine

242

RECRUTEMENTS

EN 2025, DONT 73 EN CDI, MAJORITAIREMENT DANS LES DIRECTIONS OPÉRATIONNELLES

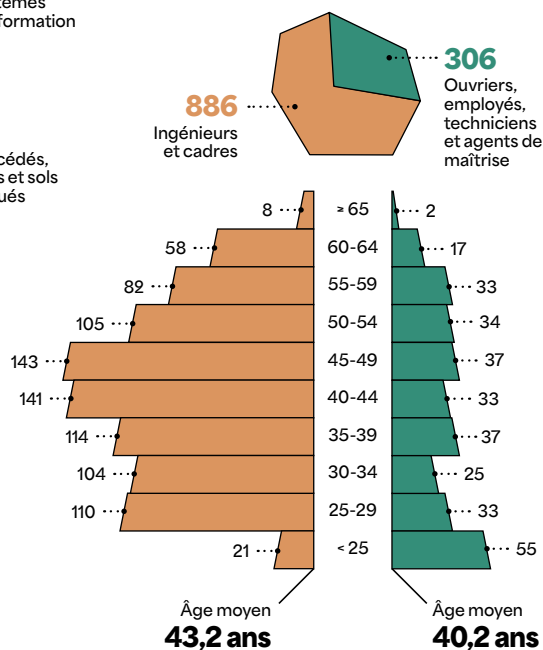
Les salariés du BRGM à l'honneur

Le BRGM s'emploie à faire reconnaître l'engagement de ses salariés et la valeur de leur travail en proposant des candidats aux distinctions officielles : Légion d'honneur, ordre national du Mérite, Palmes académiques, médaille des Mines (relancée en 2025, lire en page 6) et même ordre des Arts et des Lettres. En 2025, 26 personnes ont ainsi été décorées. Félicitations !

2025, le label « Ambassadeur de l'inclusion » par l'ADAPEI 45. L'établissement soutient notamment l'exposition de photos itinérante *Compétents autrement* portée par cette association, qui met en lumière les savoir-faire de personnes en situation de handicap et qui a été accueillie au BRGM en avril 2026, peu de temps après la signature d'un nouvel accord pour la période 2026-2028. Celui-ci entend renforcer la non-discrimination à l'embauche et déconstruire les stéréotypes sur le handicap, afin de maintenir le niveau d'emploi des travailleurs handicapés. ●

Pyramide des âges par classification

au 31/12/2025



« Dépasser le seuil de 6 % d'emploi des personnes en situation de handicap est le résultat d'une politique au long cours qui conjugue un accompagnement personnalisé et coordonné, des partenariats solides et une sensibilisation continue »

Gouvernance

Comité de direction



**CATHERINE
LAGNEAU**

Présidente-Directrice
générale



**CHRISTOPHE
POINSSOT**

Directeur général
délégué

Directions de programme



CONNAÎTRE
ET MODÉLISER
LA GÉOLOGIE
DES TERRITOIRES

— **HÉLÈNE TISSOUX**

Directrice de programme



PERMETTRE UN
APPROVISIONNEMENT
RESPONSABLE
EN RESSOURCES
MINÉRALES

— **JOHANN TUDURI**

Directeur de programme



UTILISER
LE SOUS-SOL POUR
LA TRANSITION
ÉNERGÉTIQUE ET
LA DÉCARBONATION

— **FRANCIS CLARET**

Directeur de programme



TRANSFORMER
LES GÉOSCIENCES
PAR LE NUMÉRIQUE

— **MICHAËL CHELLE**

Directeur de programme



MAÎTRISER
LES RISQUES DU SOL
ET DU SOUS-SOL

— **OLIVIER CERDAN**

Directeur de programme



PRÉSERVER
LA RESSOURCE
EN EAU SOUTERRAINE

— **ALAIN DUPUY**

Directeur de programme



JEAN-MARC TROUILLARD
Directeur de cabinet



PHILIPPE FREYSSINET
Directeur scientifique



MARIE BELOSSAT
Directrice des
Ressources humaines



CATHERINE BONIN
Directrice de l'Innovation,
du Commercial et de
l'International



STÉPHANE ROY
Directeur de l'Appui
aux projets, de la Production
et de la Performance



CAROLINE RICORDEL
Directrice de la Connaissance
et de la Géomodélisation
du sous-sol



ARIANE BLUM
Directrice de l'Eau



FRÉDÉRIC GLANOIS
Directeur de l'Énergie et
de la Décarbonation
Délégué à la Stratégie
climatique



CLAUDIE CARNEC
Directrice des Risques



PATRICK D'HUGUES
Directeur des
Ressources minérales



JEAN-LOUIS NEDELLEC
Directeur de la Prévention
et de la Sécurité minière



FRANCIS GARRIDO
Directeur des
Actions territoriales



NATACHA GIROLD
Directrice financière



SANDRINE LEMAL
Directrice des Services
techniques et administratifs



OLIVIER POUVESLE
Directeur du Numérique
Directeur de la Stratégie
numérique



JEAN-MARC MOMPELAT
Directeur de la Stratégie
territoriale et du Service public

Gouvernance

Conseil d'administration et comités

CONSEIL D'ADMINISTRATION

AVRIL 2026

Présidente du conseil d'administration

Catherine Lagneau

Commissaire du Gouvernement

Florence Riou

En qualité de représentants du ministre chargé :

.....

de la Recherche

Muriel Thibaut, Chargée de mission Nouvelles Technologies pour l'énergie, Direction générale de la Recherche et de l'Innovation

Suppléante : Marjolaine Chiriaco, Cheffe du département Environnement, Sciences de la Terre et de l'Univers, Direction générale de la Recherche et de l'Innovation (Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche)

.....

de l'Environnement

Anne-Cécile Rigail, Cheffe du service des Risques technologiques, Direction générale de la Prévention des risques

Suppléant : Jean-Luc Perrin, Sous-Directeur des Risques chroniques et du Pilotage, Direction générale de la Prévention des risques (Ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité et des Négociations internationales sur le climat et la nature)

.....

des Affaires étrangères

Tristan Dufes, Sous-Directeur des Secteurs stratégiques, Direction de la Diplomatie économique

Suppléante : Élodie Laugier, Adjointe au sous-directeur des Secteurs stratégiques, Direction de la Diplomatie économique (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères)

.....

de la Coopération

Valérie Brisset, Directrice adjointe de la direction de la Diplomatie culturelle, éducative, universitaire et scientifique

Suppléante : Delphine Tessier, Cheffe de pôle, Sous-Direction de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères)

.....

de l'Économie

Hélène Le Du, Ingénieure générale des Mines, Conseil général de l'Économie

Suppléant : Philippe Laval, Conseil général de l'Économie, Chef de la mission de tutelle des écoles (Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique)

.....

du Budget

Yoann Geneslay, Adjoint à la sous-directrice, 3^e Sous-Direction de la direction du Budget, chargé de l'Industrie et de l'Énergie - Comptes publics

Suppléant : Simon Pineau, Chef du bureau de l'Énergie, des Participations, de l'Industrie et de l'Innovation, 3^e Sous-Direction de la direction du Budget (Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique)

.....

des Mines

Alexandre Chevallier, Sous-Directeur de la Sécurité d'approvisionnement et des Ressources énergétiques et minérales, Direction générale de l'Énergie et du Climat

Suppléant : Jean-François Gaillaud, Chef du bureau Politique des ressources minérales, Sous-Direction de la Sécurité d'approvisionnement et des Ressources énergétiques et minérales, Direction générale de l'Énergie et du Climat (Ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité et des Négociations internationales sur le climat et la nature)

En qualité de personnalités choisies en raison de leurs compétences :

Catherine Lagneau, Présidente-Directrice générale du BRGM

Anne Besnier, Vice-présidente de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation au Conseil régional du Centre-Val de Loire, Membre du Comité européen des régions

Bernard Doroszczuk, Médiateur national de l'Énergie

Marc Chaussidon, Directeur de l'Institut de physique du globe de Paris (IPGP)

En qualité de représentants du personnel du BRGM :

Nicolas Frissant (CFDT)

Valérie Guérin (CFDT)

Simon Lopez (CGT)

Élodie Giuglaris (CGT)

Lydie Jeux (CFE/CGC)

Pierre Vassal (CFE/CGC)

Mission de contrôle économique et financier :

Bruno Rossi, Jean-Louis Tertian

COMITÉ SCIENTIFIQUE

AVRIL 2026

Président

Vincent Lagneau, Directeur scientifique de l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection (ASNR)

Philippe Agard, Professeur à Sorbonne Université (Paris, France)

Xavier Arnault de Sartre, Directeur de recherche au CNRS, Université de Pau et des Pays de l'Adour (Pau, France)

Hélène Barucq, Directrice de recherche à l'INRIA (France)

Hélène Budzinski, Directrice de recherche au CNRS/INEE (UMR EPOC) (Bordeaux, France)

Philippe Charvis, Directeur délégué à la Science à l'IRD (Marseille, France)

Tirza Van Daalen, Directrice du Service géologique néerlandais, TNO (Pays-Bas)

Anne Le Friant, Directrice de recherche au CNRS, Directrice adjointe de l'IPGP (Paris, France)

Stéphane Guillot, Directeur de recherche au CNRS/INSU, Délégué aux Risques auprès de la Direction générale du CNRS (Paris, France)

Michel Jébrak, Professeur émérite à l'université du Québec à Montréal (Canada)

Patrick Landais, Consultant R&D et Stratégie pour la société Nuclonaut, ex-CEA (retraité) (Paris, France)

Anne Laurent, Professeure, Directrice de l'ISDM, Université de Montpellier (France)

Louis Londe, Directeur technique de Geostock (Paris, France)

Christelle Marlin, Professeure à l'université Paris-Saclay (Paris, France)

Valérie November, Directrice de recherche au CNRS, rattachée au CERI (Centre de recherches internationales) de Sciences Po (Paris, France)

Judith Sausse, Professeure, Directrice de l'École nationale supérieure de géologie (Nancy, France)

Olivier Vidal, Directeur de recherche au CNRS/IS Terre (Grenoble, France)

Ralph Watzel, Professeur, Directeur du Service géologique allemand, BGR (Allemagne)

Direction générale de l'Énergie et du Climat (DGEC)

Direction générale des Infrastructures, des Transports et des Mobilités (DGITM)

Direction générale de la Prévention des risques (DGPR)

Au titre du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Espace

Direction générale de la Recherche et de l'Innovation (DGRI)

Au titre du Ministère de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Souveraineté alimentaire

Direction générale de la Performance économique et environnementale des entreprises (DGPE)

Au titre du Ministère de la Santé, des Familles, de l'Autonomie et des Personnes handicapées

Direction générale de la Santé (DGS)

Au titre du Ministère de l'Intérieur

Direction générale de la Sécurité civile et de la Gestion des crises (DGSCGC)

Au titre du Ministère des Outre-mer

Direction générale des Outre-mer (DGOM)

Au titre du Ministère de la Culture

Direction générale des Patrimoines et de l'Architecture (DGPA)

Le Président du Comité scientifique du BRGM

La Présidente du BRGM

COMITÉ D'AUDIT

AVRIL 2026

Présidente

Marie-Madeleine Mialot-Muller

Simon Lopez

Pierre Vassal

Yoann Geneslay

Nicolas Frissant

Jean-Luc Perrin

Jean-Louis Tertian

Commissaire du Gouvernement

Florence Riou

COMITÉ NATIONAL D'ORIENTATION DU SERVICE PUBLIC

AVRIL 2026

Au titre du Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique

Par délégation, Direction générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature (DGALN)

Au titre du Ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité et des Négociations internationales sur le climat et la nature

Direction générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature (DGALN)/Direction de l'Eau et de la Biodiversité (DEB)

COMITÉ DE DÉONTOLOGIE, D'INTÉGRITÉ SCIENTIFIQUE ET D'ÉTHIQUE

AVRIL 2026

Claire Lurin, Déléguée à la déontologie, l'intégrité et l'éthique auprès de la direction générale de l'INRAE

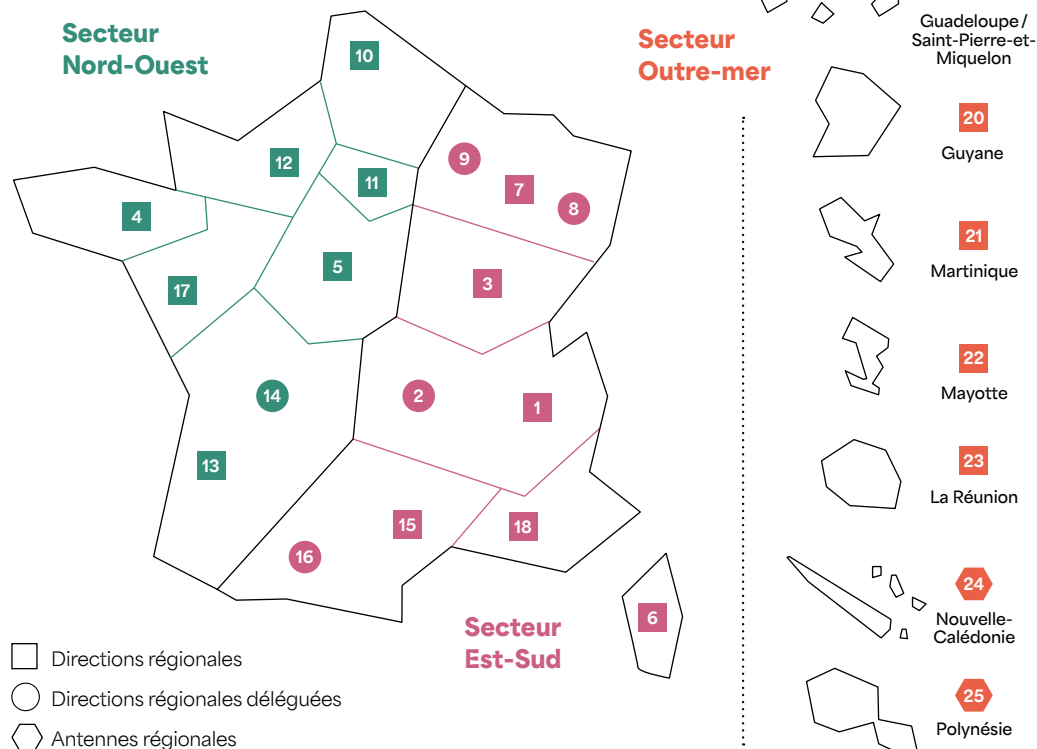
Estelle Jaligot, Déléguée à la déontologie et à l'intégrité scientifique auprès de la direction générale du CIRAD

Philippe Merle, Membre du Conseil général de l'Économie

William Marois, Référent intégrité et Ancien Président de l'université d'Orléans (retraité)

Gouvernance

Réseau territorial



13

**directions
régionales
dans l'Hexagone
et en Corse**

5

**directions
régionales déléguées
dans l'Hexagone**

5

**directions
régionales et**

2

**antennes régionales
en Outre-mer**

Direction des Actions territoriales



Directeur
FRANCIS GARRIDO
tél. 02 38 64 31 88
f.garrido@brgm.fr



Secteur Est-Sud
MARIE PETTENATI
Directrice adjointe
tél. 02 38 64 33 26
m.pettenati@brgm.fr



Secteur Nord-Ouest
PIERRE PANNET
Directeur adjoint
tél. 02 38 64 48 21
p.pannet@brgm.fr



Secteur Outre-mer
XAVIER DAUPLEY
Directeur adjoint
tél. 02 38 64 38 93
x.daupley@brgm.fr

Auvergne- Rhône-Alpes



Direction régionale
Site de Lyon
STÉPHANE BUSCHAERT
58 boulevard Niels Bohr
69100 Villeurbanne
tél. 04 72 82 11 50
s.buschaert@brgm.fr



Direction régionale déléguée
Site de Clermont-Ferrand
CHRISTIAN IASIO
12 avenue des Landais
63170 Aubière
tél. 04 73 15 23 00
c.iasio@brgm.fr

Bourgogne- Franche-Comté



Direction régionale
Site de Dijon
AURÉLIEN VALLET
Parc technologique
27 rue Louis de Broglie
21000 Dijon
tél. 03 80 72 90 40
a.vallet@brgm.fr

Bretagne



Direction régionale
Site de Rennes
PAULINE BALON
Rennes Atalante Beaulieu
2 rue de Jouanet
35700 Rennes
tél. 02 99 84 26 70
p.balon@brgm.fr

Centre- Val de Loire



Direction régionale
Site d'Orléans
ALAIN SAADA
3 avenue Claude Guillemin
BP 36009
45060 Orléans Cedex 2
tél. 02 38 64 31 92
a.saada@brgm.fr

Corse



Direction régionale
Site de Bastia
BAPTISTE VIGNEROT
Immeuble Agostini
Zone industrielle de Furiani
20600 Bastia
tél. 04 95 58 04 33
b.vignerot@brgm.fr

Grand Est



7 Direction régionale
Site de Nancy
NICOLAS KOEBERLÉ
1 rue Jean Zay
54500 Vandœuvre-lès-Nancy
tél. 03 83 44 81 49
n.koeberle@brgm.fr



8 Direction régionale déléguée
Site de Strasbourg
SONIA HEITZ
Parc d'activités Porte Sud
Rue Pont du Péage
Bâtiment H1
67118 Geispolsheim
tél. 03 88 77 48 90
s.heitz@brgm.fr



9 Direction régionale déléguée
Site de Reims
HÉLÈNE VINOT
1 rue Maurice Hollande
Bâtiment B1
51100 Reims
tél. 03 26 84 47 70
h.vinot@brgm.fr

Hauts-de-France



10 Direction régionale
Site de Lille
MIKAËL PHILIPPE
Arteparc Bâtiment A
2 rue des Peupliers
BP 10406
59810 Lesquin Cedex
tél. 03 20 19 15 40
m.philippe@brgm.fr

Île-de-France



11 Direction régionale
Site de Paris
MARC PERUZZETTO
AFD-BRGM
5 rue Roland Barthes
75012 Paris
tél. 01 40 58 89 17
m.peruzzetto@brgm.fr

Normandie



12 Direction régionale
Site de Rouen
MANUEL PARIZOT
7 rue Andreï Sakharov
76130 Mont-Saint-Aignan
tél. 02 35 60 12 00
m.parizot@brgm.fr

Nouvelle-Aquitaine



13 Direction régionale
Site de Bordeaux
CÉCILE LE GALL
Parc technologique Europarc
24 avenue Léonard de Vinci
33600 Pessac
tél. 05 57 26 52 70
c.legall@brgm.fr



14 Direction régionale déléguée
Site de Poitiers
JEAN-CHRISTOPHE AUDRU
15 rue de la Goélette
86280 Saint-Benoît
tél. 05 49 38 15 38
jc.audru@brgm.fr

Occitanie



15 Direction régionale
Site de Montpellier
ANTHONY REY
1039 rue de Pinville
34000 Montpellier
tél. 04 67 15 79 80
a.rey@brgm.fr



16 Direction régionale déléguée
Site de Toulouse
FRÉDÉRIC TRONEL
Parc technologique du Canal
3 rue Marie Curie
Bâtiment Aruba - BP 49
31527 Ramonville-Saint-Agne
tél. 05 62 24 14 50
f.tronel@brgm.fr

Pays de la Loire



17 Direction régionale
Site de Nantes
GÉRALDINE BEREHOUC
1 rue des Saumonières
BP 92342
44323 Nantes Cedex 3
tél. 02 51 86 01 51
g.berrehouc@brgm.fr

Provence-Alpes-Côte d'Azur



18 Direction régionale
Site de Marseille
ALEXANDRE STOPIN
117 avenue de Luminy- BP 168
13276 Marseille Cedex 9
tél. 04 91 17 74 77
a.stopin@brgm.fr

Guadeloupe / Saint-Pierre-et-Miquelon



19 Direction régionale
YWENN DE LA TORRE
Parc d'activités de Colin
La Lézarde
97170 Petit-Bourg
tél. 05 90 41 35 48
y.delatorre@brgm.fr

Guyane



20 Direction régionale
FLORIANE DENEUVILLE-MAYER
Chemin Louis Ribal
Rue Jacques Cartier
BP 10552
97333 Cayenne Cedex 2
tél. 05 94 30 06 24
f.deneuville-mayer@brgm.fr

Martinique



21 Direction régionale
BENOÎT VITTECOQ
8 rue de la Bonne Santé
Quartier Clairière
97200 Fort-de-France
tél. 05 96 71 17 70
b.vittecoq@brgm.fr

Mayotte



22 Direction régionale
FLORIANE BEN HASSEN
3 impasse des Terrasses
ZI Kaweni - BP 363
97600 Mamoudzou
tél. 02 69 61 28 13
f.benhassen@brgm.fr

La Réunion



23 Direction régionale
INGRID GIRARDEAU
5 rue Sainte-Anne - CS 51016
97404 Saint-Denis Cedex
tél. 02 62 21 22 14
i.girardeau@brgm.fr

Nouvelle-Calédonie

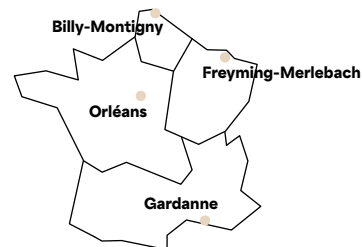


24 Antenne régionale
Contact
XAVIER DAUPLEY
(par intérim)
x.daupley@brgm.fr

Polynésie



25 Antenne régionale
Contact
XAVIER DAUPLEY
x.daupley@brgm.fr



Direction Prévention et Sécurité minière

UTAM (Unité territoriale Après-mine)



Directeur
JEAN-LOUIS NEDELLEC
tél. 02 38 64 34 99
jl.nedellec@brgm.fr



UTAM Centre - Ouest
BORIS CHEVRIER
3 avenue Claude Guillemin
BP 36009
45060 Orléans Cedex 2
tél. 02 38 64 35 43
utamcentreouest@brgm.fr



UTAM Sud
FLORENCE RIVET
Puits Yvon Morandart
Quartier de la Plaine
13120 Gardanne
tél. 04 42 65 46 20
utamsud@brgm.fr



UTAM Nord
VALÉRIE WYPYCH
Rue Louis Blériot
62420 Billy-Montigny
tél. 03 21 79 00 60
utamnord@brgm.fr



UTAM Est
NICOLAS TAILLEFER
2 avenue de la Moselle
57800 Freyming-Merlebach
tél. 03 87 83 14 01
utamest@brgm.fr

Comptes 2025

Une année de transformation et de croissance

L'exercice 2025 se traduit par le maintien d'un résultat positif dans un contexte de hausse de l'activité, soutenue notamment par la montée en charge de l'inventaire des ressources minérales (IRM), la réorganisation interne et l'évolution du périmètre du groupe. Il est également marqué par une diminution significative de la trésorerie, liée au niveau soutenu des investissements réalisés au cours de l'année.

NATACHA GIROLD

Directrice financière

MURIELLE LECAILLE

Directrice financière adjointe

Avec quatre autres établissements publics de recherche (Inrae, Cirad, Ifremer et IRD), le BRGM est opérateur de l'État au titre du programme 172 de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF). Il reçoit également des subventions pour charges de service public (SCSP) du programme 181, notamment pour ses activités d'appui aux politiques publiques et d'après-mine. Enfin, il bénéficie d'une SCSP sur le programme 113 pour le financement du réseau piézométrique.

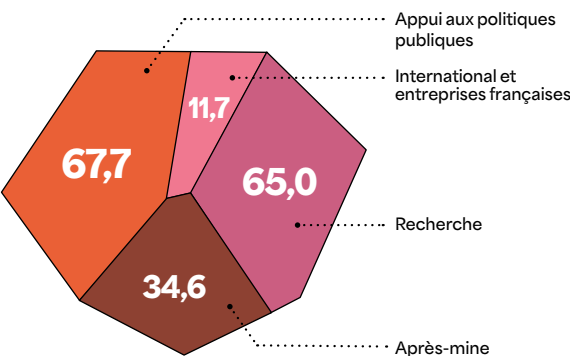
Au niveau du groupe BRGM

Le résultat net consolidé du groupe s'établit à 1,9 M€, contre 0,9 M€ en 2024. Les principales contributions des entités sont : 0,9 M€ pour BRGM Epic ; 0,6 M€ pour BRGM Invest ; 0,8 M€ pour IRIS Instruments ; 0,1 M€ pour CFG Géothermal. Le résultat de BRGM Explore demeure proche de l'équilibre.

L'année 2025 a vu plusieurs évolutions du périmètre et de l'organisation du groupe. BRGM Epic a procédé au rachat des titres de BRGM Explore détenus par BRGM SA, faisant de cette société une filiale de rang 1. Le cadre juridique de la quasi-régie a par ailleurs été sécurisé en fin d'exercice, en vue d'une pleine

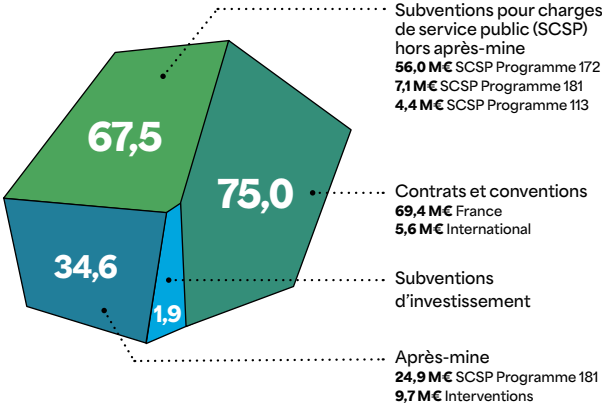
Répartition de l'activité par missions

En millions d'euros



Répartition de l'activité par type de financement

En millions d'euros



+0,2 M€

RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT DE BRGM EPIC EN 2025

186,1 M€

Produits de fonctionnement 2025

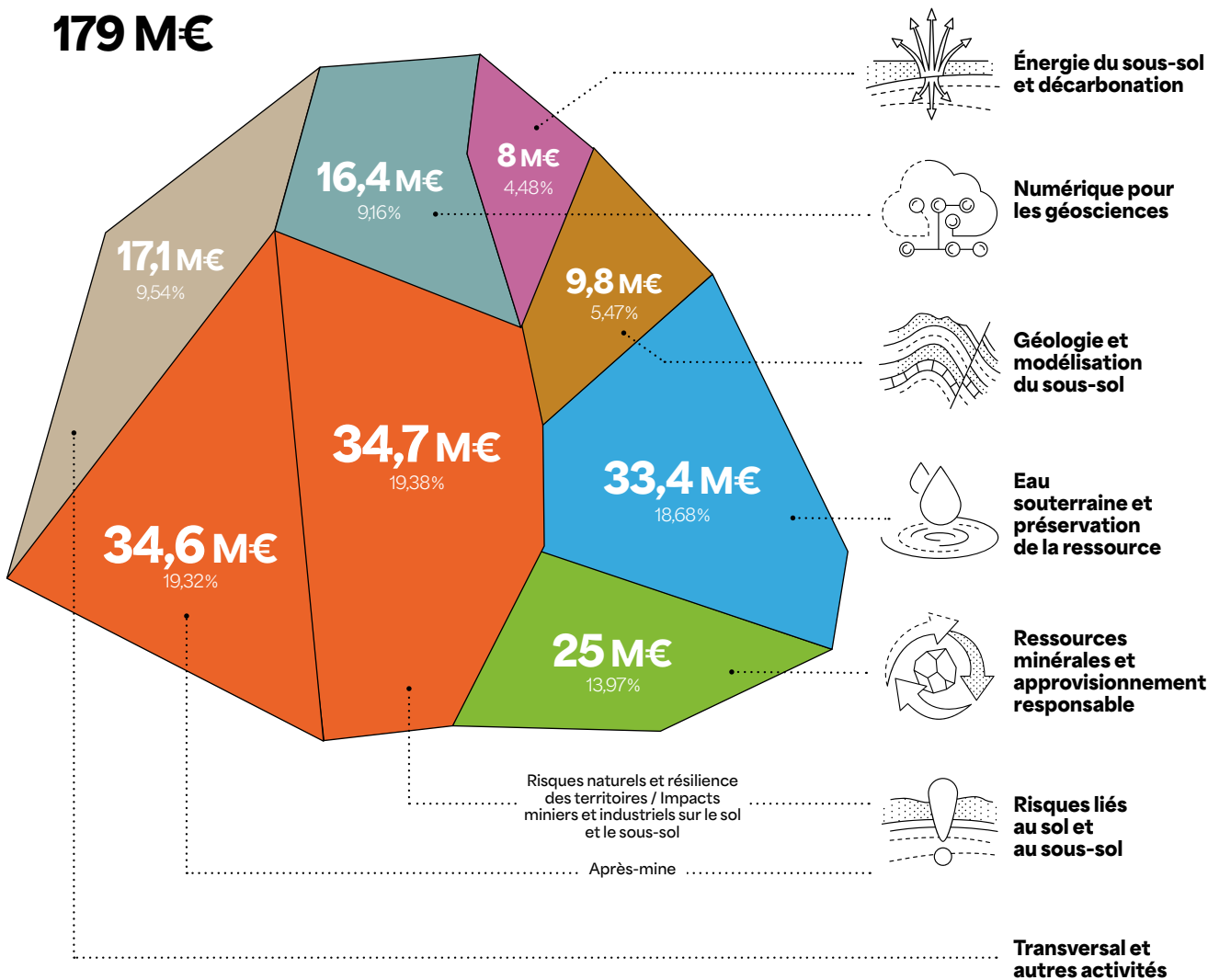
185,9 M€

Charges de fonctionnement 2025

Répartition de l'activité par enjeu

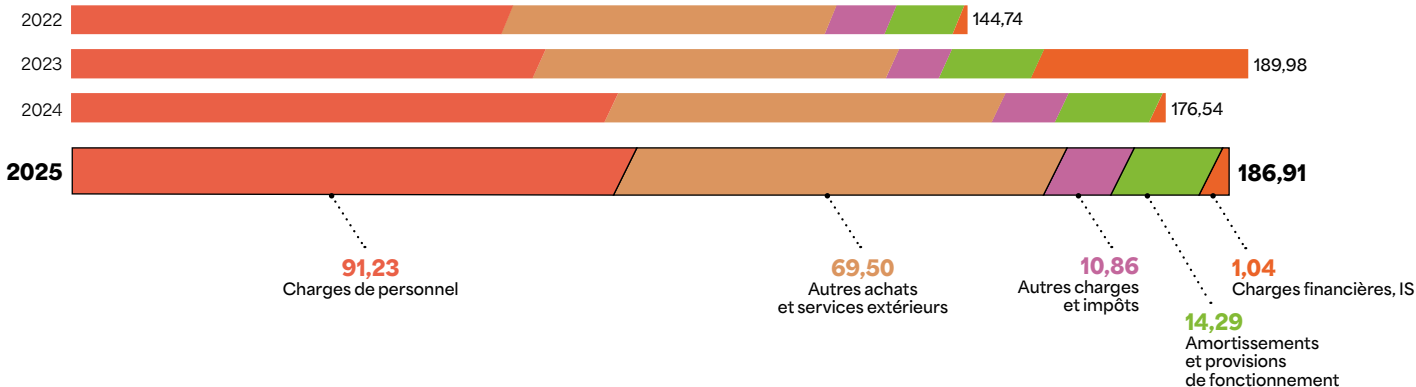
Hors production immobilisée et transfert de charges

179 M€



COMPTES 2025

Évolution des charges totales 2022-2025 En millions d'euros



* Ressources contractuelles, y compris conventions avec le MTE (après-mine et autres)

** Dont subventions pour charges de service public (SCSP), principalement des programmes 172, 181, 113 et 159

mise en œuvre en 2026. Dans ce contexte, BRGM Explore a poursuivi son développement opérationnel, en particulier dans le cadre de l'IRM, avec un renforcement de ses moyens et la conduite de nouvelles campagnes de terrain. Dans le même temps, BRGM Invest a réalisé de nouvelles prises de participation dans les sociétés Lyncée Traçabilité, CaliCO₂ et Geolinks.

Au niveau de BRGM Epic

Pour BRGM Epic, l'exercice se clôt sur un résultat net positif de 0,4 M€, contre 1,0 M€ en 2024. Le résultat de fonctionnement s'établit à 0,2 M€ et le résultat financier à 0,3 M€. Hors reprise de provisions et transfert de charges, les ressources liées à l'activité courante s'élèvent à 177,8 M€, soit une progression de 6 % par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution résulte à la fois de la progression des activités hors après-mine (145,2 M€, + 6 %) comme après-mine (34,6 M€, + 8 %). Les contrats et conventions, hors subventions d'investissement, s'établissent à 75 M€, en progression de 12 % par rapport à 2024. L'exercice enregistre ainsi une hausse des produits et des ressources liées à l'activité courante.

Cette progression repose en premier lieu sur la montée en charge du projet IRM, mais aussi sur le dynamisme des activités financées dans le cadre de France 2030, en particulier les PEPR coordonnés par le BRGM (OneWater, IRiMa et SousSol) ainsi que le projet relatif aux métaux stratégiques du PEPR Recyclabilité. Elle s'appuie également sur la montée en puissance des projets européens, dont la contribution à l'activité scientifique continue de croître. La production de recherche s'établit ainsi à 65 M€, tandis que l'activité d'appui aux politiques publiques atteint 67,8 M€ en intégrant l'IRM, soit 58,3 M€ hors IRM. Les taux de cofinancement progressent en 2025, tant pour l'appui aux politiques publiques que pour la recherche : ils s'établissent respectivement à 83,3 % et 53,6 %, contre 78,7 % et 51,3 % en 2024. Cette évolution s'explique notamment par la montée en charge de l'IRM, financé à 100 %, ainsi que par le volume de production important sur les PEPR, les projets européens et l'activité de recherche contractuelle.

Cette dynamique favorable doit toutefois être nuancée. L'activité internationale recule de près de 20 % et l'activité

commerciale France de 27 %, en lien avec la forte mobilisation des équipes sur les autres activités de l'établissement. De même, après une année 2024 exceptionnelle, le niveau de signatures de commandes marque un net repli, passant de 92,7 M€ hors IRM (145 M€ en incluant l'IRM) à 54,7 M€ en 2025. Bien qu'il s'explique en partie par le niveau record atteint en 2024, ce recul constitue, avec celui de l'activité commerciale, un point de vigilance pour 2026, malgré le niveau de reste à faire toujours important.

Les charges de gestion courante, hors provisions et reprises, s'établissent à 171,6 M€, en progression de 10,7 M€ par rapport à 2024 (+ 6,7 %). Cette évolution tient principalement à la hausse des charges opérationnelles, en lien avec l'accroissement de l'activité, ainsi qu'à l'augmentation des charges de personnel, qui atteignent 91,2 M€ en 2025, contre 87,9 M€ en 2024 (+ 3,7 %). Cette progression intègre un taux de RMPP de 2,5 %, ainsi que le versement d'une prime de partage de la valeur, d'un intéressement et d'un abondement à taux plein.

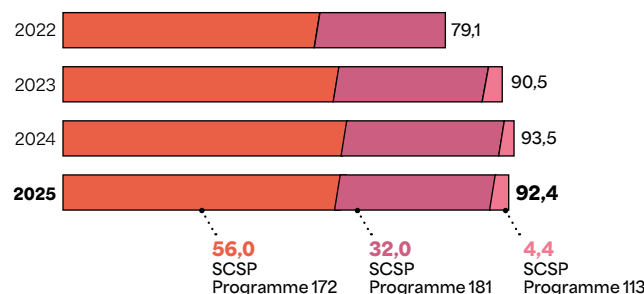
En 2025, les ressources consacrées à l'activité après-mine progressent de 8 %, sous l'effet conjoint de l'activité de surveillance et des travaux. L'activité de surveillance, financée par une SCSP de 24,9 M€, en légère hausse par rapport à 2024, intègre 0,3 M€ de crédits reportés de l'exercice précédent ; elle se caractérise toutefois par une sous-consommation de 0,4 M€, reportée sur 2026, notamment sous l'effet des mesures d'économies mises en œuvre. Les ressources issues des travaux atteignent pour leur part 9,5 M€, contre 7,3 M€ en 2024.

Le résultat financier s'établit à + 0,3 M€, contre + 0,8 M€ en 2024. La capacité d'autofinancement demeure à un niveau élevé, à 7,6 M€ pour l'Epic. Elle ne couvre toutefois pas l'ensemble des investissements réalisés au cours de l'exercice, qui atteignent plus de 25 M€, dans un contexte de hausse du besoin en fonds de roulement. La trésorerie de l'Epic s'établit ainsi à 77,6 M€ à fin 2025, contre 110,2 M€ à fin 2024.

L'exercice 2025 traduit la poursuite de la dynamique d'activité du BRGM, portée par plusieurs projets structurants, tout en faisant apparaître des tensions accrues sur les équilibres financiers. Ces évolutions appellent une attention particulière à la soutenabilité du modèle économique et aux conditions de financement des investissements dans les exercices à venir. ●

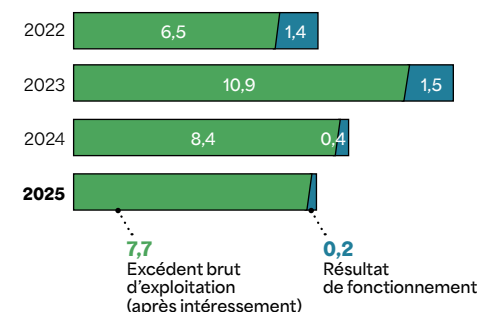
Évolution des dotations de l'État

En millions d'euros

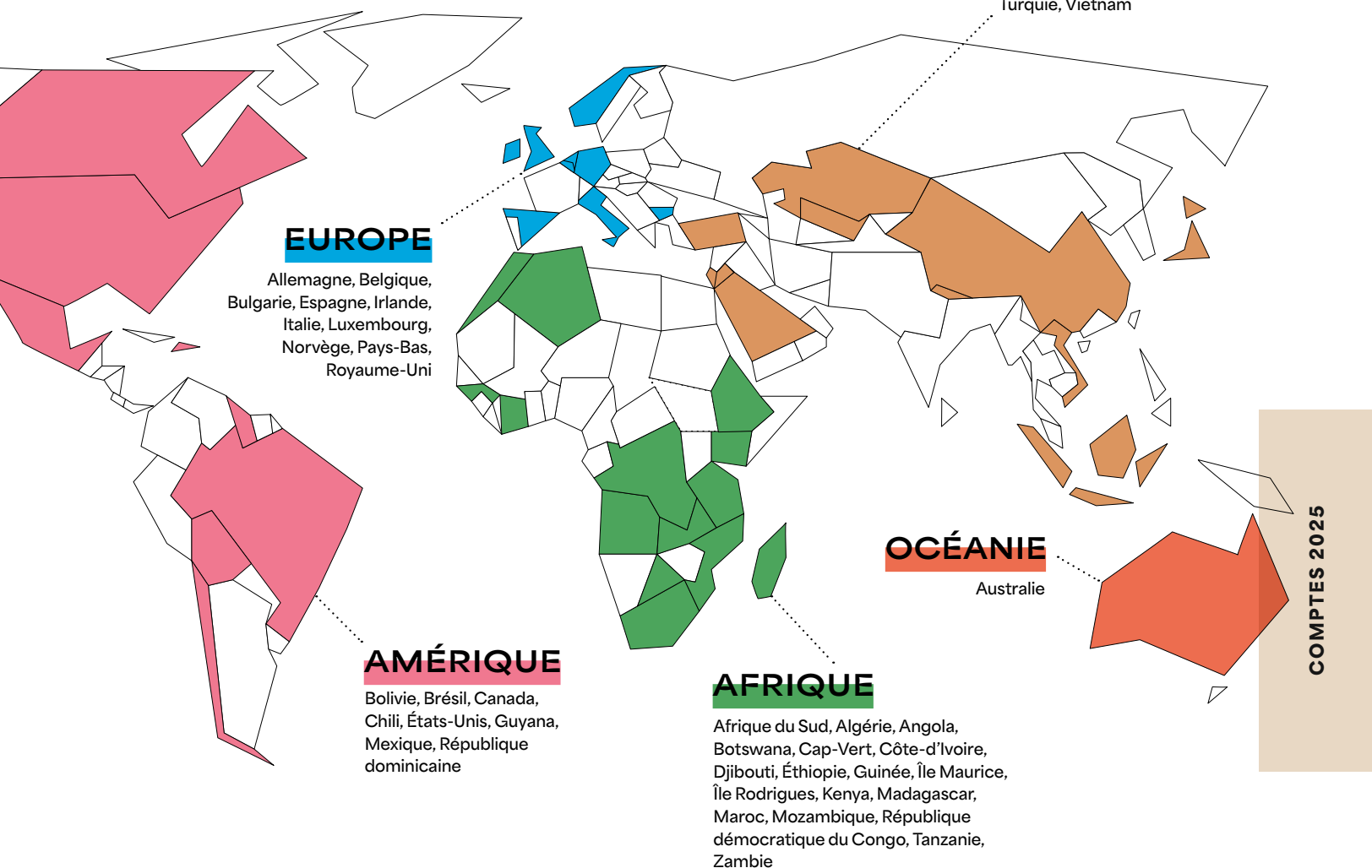


Évolution du résultat de fonctionnement

En millions d'euros



Répartition de l'activité internationale du BRGM en 2025



Évolution des ressources contractuelles de recherche scientifique et d'appui aux politiques publiques

En millions d'euros HT

Contrats et conventions	2023	2024	2025
Ministères, services de l'État	20,210	22,722	18,767
France 2030 hors PEPR (IRM, Ofremi)	1,360	3,324	11,074
France 2030 PEPR	0,580	3,525	5,857
ANR + Carnot (hors France 2030)	2,145	2,319	2,239
Agences hors ANR (OFB, AE, Andra, Ademe...)	6,090	5,967	6,504
Union européenne et Feder	6,678	6,738	9,704
Collectivités	8,557	7,749	9,719
Entreprises	1,207	1,946	1,385
Total	46,827	54,290	65,249

Filiales et participations

Un écosystème autour des géosciences

Le groupe BRGM, construit autour de l'établissement public à caractère industriel et commercial (Epic), dispose de filiales et de participations dans plusieurs domaines d'activité stratégiques.

Créée en 2024, BRGM Explore est devenue en 2025 une filiale de rang 1 de BRGM Epic, à la suite du rachat des titres détenus par BRGM SA. Cette entreprise, qui a remplacé la Société minière de Chessy, est spécialisée dans l'acquisition de données de terrain pour l'exploration minière. Son statut en quasi-régie implique un pilotage fort par l'Epic et une activité à plus de 80 % pour celui-ci.

Anciennement Sageos, BRGM Invest abrite les participations détenues par le groupe BRGM dans des filiales opérant dans :

- La géothermie : 50 % du capital de CFG (50 % pour Beicip-Franlab Groupe IFPEN) et 15 % de Géothermie Bouillante (63,75 % pour Ormat Systems, 21,25 % pour la Caisse des dépôts et consignations).
- Les instruments de mesure pour la géophysique, l'hydrogéologie, l'hydraulique, la géotechnique et la mine : 51 % du capital d'IRIS Instruments (49 % pour le groupe japonais Oyo).
- La gestion des terres excavées : 44 % du capital de Soltracing (55 % pour Hesus) et 21 % de Terra Innova (69 % pour les

actionnaires historiques, 10 % pour un groupe d'investisseurs privés).

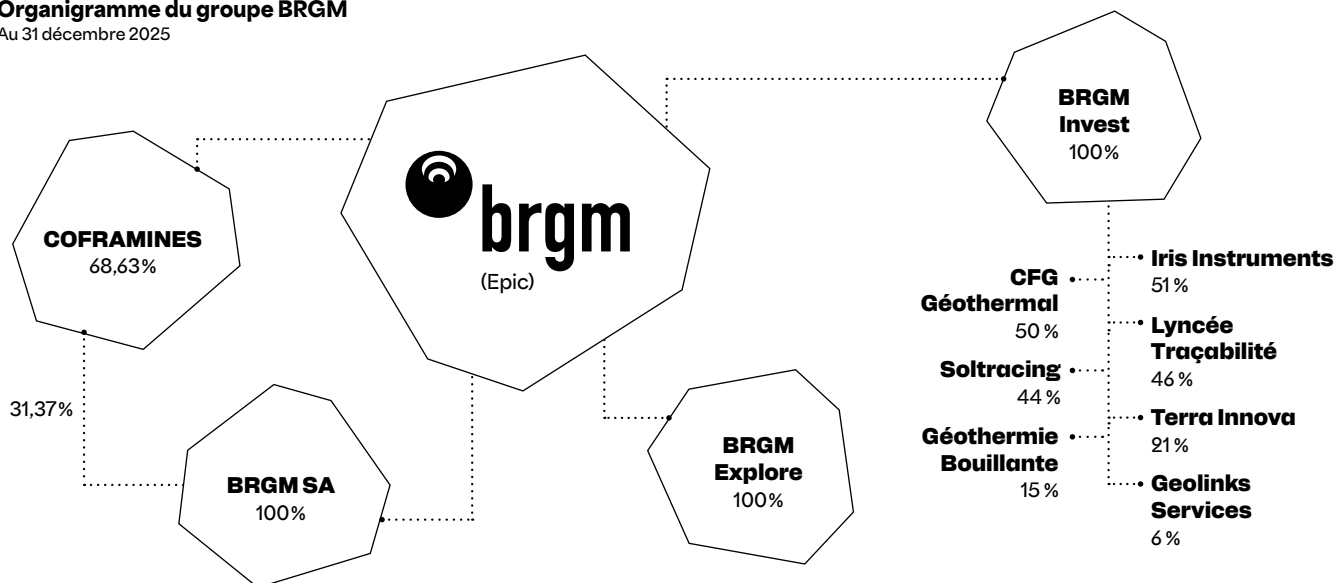
- Les outils numériques pour les géosciences : 46 % du capital de Lyncée Traçabilité (54 % pour Trace Ingénierie Environnement) et 6 % de Geolinks Services (9 % pour Bpifrance, 17 % pour l'EIT InnoEnergy, 12 % pour un fonds d'investissement français).

BRGM Invest détient par ailleurs des obligations convertibles en actions représentant 31 % du capital de CaliCO₂, société innovante pour la décarbonation des entreprises industrielles, créée en 2025.

Enfin, Coframines et BRGM SA regroupent les participations résiduelles dans le secteur minier (sociétés sans activité ou développement programmé ou en cours de liquidation). BRGM SA détient en outre une créance sur la Société de participation minière du Sud calédonien (SPMSC) depuis que le groupe BRGM lui a cédé, en 2005, sa participation dans le projet de Goro en Nouvelle-Calédonie. ●

Organigramme du groupe BRGM

Au 31 décembre 2025



Un soutien actif à l'innovation

 Revenus financiers
1,5 M€

 Résultat net
791 000 €

 Participation BRGM Epic
100 %

 Effectif
3 salariés

FRÉDÉRIC JORY

 Directeur général
 de BRGM Invest

BRGM Invest poursuit depuis quatre ans une stratégie de prise de participation dans des sociétés innovantes, afin de répondre aux enjeux sociétaux actuels et futurs, liés notamment au changement climatique, à la protection de la ressource en eaux souterraines, à la recherche de souveraineté pour les ressources minérales et au développement des outils numériques des géosciences.

BRGM Invest se positionne comme un investisseur « deep et green-tech » de long terme, ayant comme axe principal d'investissement les innovations technologiques et scientifiques avec des niveaux de maturité technique en phase de déploiement.

Depuis 2024, cette filiale du BRGM a pris des participations dans quatre sociétés sur des secteurs d'activité et à des phases de maturité très variés.

- Participation à la levée de fonds de Terra Inno aux côtés de trois autres groupes d'investisseurs (21,6 % du capital pour BRGM Invest fin 2024 et un poste au conseil d'administration) pour développer des travaux de revalorisation de sols sur la base de terres excavées, afin de lutter contre les effets du ruissellement des eaux de pluie et de l'érosion.
- Création de CaliCO₂ en septembre 2025 (lire en pages 12-13), aux côtés d'un start-up studio, pour valoriser les résultats scientifiques du BRGM, à savoir un procédé innovant de captage et de libération du CO₂ assisté par électrolyse utilisant des hydroxydes double lamellaires. Cette technologie de rupture dans le domaine du traitement des effluents gazeux, pour laquelle le BRGM détient un brevet, est issue de vingt ans de recherche. BRGM Invest investit 700 000 € sur deux ans dans cette solution de décarbonation, dans l'objectif d'une mise sur le marché à l'horizon 2030.
- Création de Lyncée Traçabilité en novembre 2025, aux côtés de Trace Ingénierie Environnement, afin de développer et commercialiser des services de traçabilité des ressources minérales, via un cœur numérique de traçabilité documentaire, dans le but de sécuriser l'ensemble de la chaîne de valeur d'approvisionnement des industriels

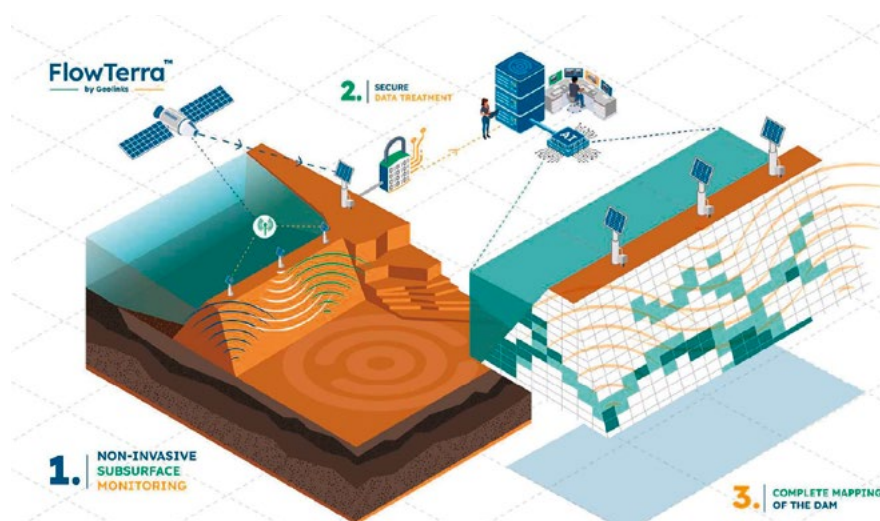
(blockchain de traçabilité des substances). BRGM Invest détient 46 % de cette société dont l'activité commerciale doit démarrer fin 2026.

- Participation en décembre 2025 à la levée de fonds de Geolinks Services aux côtés de Bpifrance, de l'EIT InnoEnergy et d'un fonds d'investissement français, pour développer une offre de services numériques de surveillance géophysique du bruit ambiant visant à détecter, surveiller et prédire les potentiels du sous-sol.

BRGM Invest suit aussi très attentivement les évolutions de ses filiales historiques (IRIS Instruments, Géothermie Bouillante, CFG Géothermal) et contribue à leur développement.

Le portefeuille de participations de BRGM Invest à fin 2025 est de 8 entités, pour une valorisation supérieure à 15 M€ en fonds propres et supérieure à 25 M€ en valeur de marché. Dans les années à venir, BRGM Invest entend poursuivre sa stratégie de prise de participation et a pour ambition d'avoir en portefeuille 15 entités à l'horizon 2030, pour une valorisation de marché supérieure à 40 M€. ●

La société Geolinks Services développe un outil numérique de monitoring du bruit ambiant appelé FlowTerra.
 © GEOLINKS SERVICES



Prélèvement de sédiments de ruisseau
dans l'Ariège, dans le cadre de
l'inventaire national des ressources
minérales réalisé par le BRGM.
© BRGM EXPLORE



Une activité croissante au service du BRGM

Chiffre d'affaires
5,83 M€

Participation BRGM Epic
100 %

Effectif
15 salariés



SÉBASTIEN JAFFROT

Directeur général
de BRGM Explore

Filiale du BRGM en quasi-régie, BRGM Explore a poursuivi en 2025 sa réorganisation et consolidé ses moyens humains, techniques et opérationnels. L'année est marquée par une montée en puissance significative de l'activité, principalement au service de l'inventaire des ressources minérales (IRM) mais aussi en appui aux directions de l'établissement.

En 2025, BRGM Explore a poursuivi sa structuration – changement d'actionnaire (de BRGM SA à BRGM Epic), transformation en SASU, passage en quasi-régie et refonte des statuts – afin de se donner les moyens d'assurer pleinement ses missions. Elle est, depuis cette année, intégrée au groupe fiscal du BRGM, consolidant ainsi son ancrage au sein de l'établissement public.

L'évolution des activités de BRGM Explore s'inscrit majoritairement (à hauteur d'au moins 80 %) dans le cadre de prestations réalisées pour le compte de son actionnaire unique, BRGM Epic, conformément au régime de la quasi-régie applicable aux relations internes au secteur public en matière de commande publique. Ces activités couvrent des missions d'étude, d'expertise et de recherche dans les domaines des ressources minérales, des eaux souterraines, des risques naturels ainsi que des risques liés à l'exploitation et à l'utilisation du sous-sol, tant à l'échelle nationale qu'à l'international.

Renforcement des effectifs

Dans le cadre de l'IRM, après une phase de démarrage, BRGM Explore a organisé et déployé le programme annuel d'acquisition de données sur les cinq chantiers : Vosges, Massif central, Morvan-Brévenne, Pyrénées-Cévennes et sillon nord de la Guyane. Pour conduire ces campagnes, la filiale a renforcé ses effectifs avec l'embauche de 12 salariés et le recours à près de 80 contrats d'interimaires, mobilisés principalement pour les campagnes de géochimie de terrain. Celles-ci se sont déroulées de mars à décembre en Guyane et de juin à décembre en métropole (13 367 échantillons prélevés). Au préalable, BRGM Explore avait contribué à l'information des parties prenantes locales et à la médiation scientifique autour des campagnes de terrain. Parallèlement, la société a engagé le reconditionnement d'échantillons historiques et mis en place, fin juillet, un laboratoire dédié à la préparation des

échantillons. BRGM Explore a également lancé et supervisé plusieurs appels d'offres auprès de sous-traitants pour les levés de géophysique aéroportés, les prélèvements d'échantillons, leur préparation en Guyane et les analyses géochimiques.

Au-delà de l'IRM, la société a commencé à apporter son appui aux directions du BRGM : à la direction de l'Énergie et de la Décarbonation dans le cadre du projet IN SALAH GAS ; à la direction des Ressources minérales pour le projet CASOR ; à la direction de la Connaissance et de la Géomodélisation du sous-sol pour la gestion du parc instrumental géophysique de l'unité d'Imagerie géophysique, ainsi que pour une mission d'acquisition de données. ●

L'émottage, effectué à Orléans, est une étape essentielle de la préparation des échantillons de sédiments de ruisseau. © BRGM EXPLORE



2025, un nouveau record d'activité!



Chiffre d'affaires 9,434 M€	Participation BRGM Invest 51 %	Participation OYO 49 %	Effectif 24 salariés
---------------------------------------	--	----------------------------------	--------------------------------



**CATHERINE
TRUFFERT**

Présidente
d'IRIS Instruments

Disposant désormais d'infrastructures adaptées à sa trajectoire de développement, IRIS Instruments affiche en 2025 une croissance remarquable, portée principalement par le secteur dynamique de l'exploration minière, tandis que les activités liées à l'eau souterraine et à l'environnement se maintiennent à un niveau soutenu.

Forte d'une année 2024 exceptionnelle, IRIS Instruments a confirmé son élan en 2025 en établissant un nouveau record de chiffre d'affaires. Parallèlement à cette performance commerciale, l'entreprise a mené à bien la seconde phase de son projet d'extension. Désormais dotée d'infrastructures dimensionnées pour accompagner son développement, elle dispose d'un outil industriel pleinement adapté à ses ambitions futures.

L'empreinte internationale d'IRIS Instruments s'est nettement renforcée, passant de 50 à 62 pays couverts. Si les États-Unis demeurent le premier marché national, c'est en Asie, en Afrique et au Moyen-Orient que se concentre désormais plus de la moitié du chiffre d'affaires. Cette expansion

s'appuie sur la mobilité des experts géophysiciens : leur participation active aux grands rendez-vous dans les congrès internationaux a permis de diffuser un savoir-faire de pointe, tout en capitalisant sur les retours d'expérience de clients et de partenaires issus de tous les continents.

L'innovation au cœur de la stratégie

Pour garder une longueur d'avance, IRIS Instruments continue de placer l'innovation au cœur de sa stratégie, en poursuivant avec détermination ses efforts en recherche et développement. Chaque nouvelle fonctionnalité est conçue comme un levier concret pour doper l'efficacité des équipes sur le terrain et garantir une donnée mesurée irréprochable. La priorité est d'offrir aux clients des solutions parfaitement alignées sur leurs enjeux spécifiques. Pour IRIS Instruments, le défi majeur réside dans la conception d'un produit unique, capable de répondre simultanément aux exigences distinctes de la recherche académique et du secteur privé.

En 2025, le lancement de nouvelles lignes de produits – résistivimètres et récepteurs TERRA, émetteurs de haute puissance TIP – a généré une croissance soutenue, venant s'ajouter aux ventes des gammes historiques, sans les cannibaliser. Dans ce contexte, les récepteurs unitaires FullWaver ont réalisé une performance remarquable. Les ventes de ces équipements – déjà plébiscités en 2024 – dédiés à l'acquisition de profils étendus et de modèles 3D en résistivité et polarisation provoquée ont dépassé la performance de l'année précédente.

Le succès d'IRIS Instruments repose avant tout sur l'engagement sans faille de ses équipes internes et de son réseau de partenaires, fournisseurs ou représentants. Cette synergie humaine constitue le socle de la performance de l'entreprise. ●



Résistivimètre de nouvelle génération
SYSCAL TERRA, utilisé par RDCL
en Nouvelle-Zélande. © ALISTAIR STRONACH

Un champ d'intervention élargi

Directeur exécutif Éric Lasne	Chiffre d'affaires 6,7 M€	Participation BRGM Invest 50 %	Participation Beicip-Franlab 50 %	Effectif 25 salariés
---	-------------------------------------	--	---	--------------------------------

Il y a quarante ans, le BRGM créait la Compagnie française de géothermie (CFG) pour répondre à la crise énergétique liée au premier choc pétrolier et à la prise de conscience de la ressource géothermale exceptionnelle, le Dogger, contenue dans le sous-sol de l'Île-de-France. Forte d'une expertise solide et de capacités renforcées en gestion de projet, l'entreprise soutient aujourd'hui le développement de toutes les géothermies en France et à l'international.

À la création de CFG présidait l'objectif de doter la filière naissante d'une société de services indépendante, capable d'accompagner les municipalités et leurs délégataires dans la conception, la réalisation et le suivi de leurs projets de forages profonds, de l'ingénierie de forage à la réhabilitation des puits, de la prescription des équipements à la maintenance des installations.

L'expertise et la réputation de CFG se sont construites projet après projet, en accompagnant les clients dans la réalisation et la maintenance de leurs installations géothermiques. Depuis quarante ans, les équipes de l'entreprise œuvrent notamment à la décarbonation des réseaux de chaleur en Île-de-France en tant que société de services et, très souvent, maître d'œuvre des opérations de forage.

L'histoire et l'expertise de CFG ne se limitent pas aux réseaux de chaleur franciliens. L'entreprise a mené de nombreux projets, notamment dans le fossé rhénan, s'est investie dans des projets d'exploration à l'international et a été partie prenante, durant plus d'une décennie, des opérations de la centrale géothermique électrogène de Bouillante, en Guadeloupe.

L'innovation soutenue par des partenariats

Aujourd'hui, CFG s'engage pour le déploiement des différents types de géothermie à travers l'ensemble des territoires, afin de contribuer à leur résilience énergétique. C'est avec cette ambition renouvelée, et grâce à l'élargissement de ses expertises à la suite de l'entrée de Beicip-Franlab au capital, que s'ouvre un nouveau chapitre de l'histoire de l'entreprise, marqué par un renforcement de ses capacités techniques, scientifiques et opérationnelles.

L'année 2025 illustre déjà cette dynamique. Plusieurs opérations de forage et de réhabilitation de puits ont été réalisées en Île-de-France, tandis que des missions de caractérisation



**GEOFFROY
PAIXACH**

Président-Directeur
général de CFG

Descente
des équipements
sur un chantier
en Île-de-France.
© CFG

et de modélisation numérique du sous-sol ont été menées pour contribuer à l'évaluation de nouveaux projets de géothermie, en France comme à l'international.

Par ailleurs, CFG poursuit son développement en attirant de nouveaux talents et en renforçant ses partenariats dans le domaine de l'innovation. Lors de son événement annuel, l'entreprise a présenté un projet de recherche autour de l'injectivité dans les réservoirs clastiques. Enfin, le champ d'intervention s'élargit aujourd'hui à la géothermie de surface, notamment à travers des projets sur nappe ou sur sondes, confirmant la volonté de CFG d'accompagner l'ensemble des géothermies (très basse, basse et haute température). Une volonté renforcée avec laquelle l'entreprise continuera à servir ses clients en 2026, en France et à l'international, avec le soutien de ses actionnaires et de ses partenaires. ●